



Hallucination française

La France reste toujours la destination de vacances privilégiée du Belge moyen. Mais la France a d'autres attractions que sa nature, sa culture, son climat et sa gastronomie. Le spectacle politique de la course aux élections présidentielles de 2007 ressemble de façon théâtrale aux intrigues de Shakespeare.

Pourtant on est encore loin des candidatures officielles pour la présidence. Mais déjà derrière les coulisses et dans les médias la lutte fait rage. A droite, une guerre froide entre le Nicolas Sarkozy énergique et celui que le président Chirac pourra mobiliser contre lui. Le Premier ministre de Villepin était encore il y a peu le prétendant idéal, mais sa chance est passée depuis le fiasco de son plan de création d'emplois et l'imbroglie de l'affaire « Clearstream ».

A gauche, Ségolène Royal s'est révélée rapidement via la presse et l'internet comme la favorite des sondages d'opinion. Tout comme Sarkozy, elle doit sa popularité à ses prises de parole très fermes et à des positions non-conformistes. Ses idées au sujet de la politique de sécurité ne sont pas très éloignées de celles du « Vlaams Belang ». Sa critique des 35-heures, comme asocial et contre-productif, a suscité la consternation des membres du parti qui y voit une atteinte au symbole du socialisme français.

La position de Ségolène Royal est controversée. Certaines enquêtes révèlent que l'électorat socialiste la supporte sans la considérer comme gauchiste. Il a donc semblé urgent pour le Parti Socialiste français (PS) de rédiger un texte de plateforme commune qui doit rassembler à la fois Royal, le top et la base du PS. Un consensus a pu être obtenu à l'arraché après des discussions intenses jusqu'aux petites heures. En grande pompe, un "projet

socialiste pour la France" a été présenté à la presse. Derrière le titre "réussir ensemble le changement" on retrouve des dizaines de mesures qui devraient garantir les objectifs de plein-emploi, d'égalité et d'une France qui gagne. Mais en regardant de plus près le volet socioéconomique, on arrive rapidement à la conclusion consternante que le "changement" visé est surtout de nature utopique ou réactionnaire.

1. La semaine des 35-heures doit être prolongée et généralisée. Pourtant les chiffres ont montré que cela relève plus du fétichisme que de la création d'emploi. On a en particulier constaté que les employeurs recourent à la modération salariale et à la flexibilité pour compenser la réduction du temps de travail. On a aussi constaté que les employés semblent consacrer volontiers le temps ainsi dégagé aux heures supplémentaire et aux petits boulots. Les 35-heures sont donc un symbole dont la logique à la fois sociale et économique est contestable.

2. Le SMIC doit être augmenté jusqu'à 1500 euro par mois. Magnifique, mais il faut s'empresse d'ajouter qu'une personne dont la productivité ne justifie pas un salaire semblable n'aura aucune chance de retourner dans le circuit officiel du travail. Le chômage massif chez les jeunes et les immigrés en constitue la preuve empirique. Il faut donc bien reconnaître que les victimes d'un SMIC plus élevé seront les jeunes à la recherche d'un emploi et les



personnes faiblement qualifiées car cela réduira inévitablement leurs perspectives d'emploi. N'oubliez pas aussi que l'augmentation du coût du travail qui en résulte va se répercuter sur le prix de revient des biens et services et donc sur le consommateur et la position de vos entreprises sur le marché mondial. Ne serait-il pas préférable d'augmenter le pouvoir d'achat des faibles revenus par une réduction des charges, sans pour autant augmenter le coût salarial ? Ou faut-il

sociétés françaises peuvent investir le monde, mais prenez garde si le monde veut investir la France. La globalisation à la carte, avec l'état français comme chef cuisinier.

Cette liste recèle donc de nobles aspirations et motivations mais révèle une bien mauvaise compréhension des réalités économiques. Le programme socioéconomique du PS français semble être l'apanage d'un cœur chaud et d'un

Le programme du Parti Socialiste français recèle de nobles aspirations mais relève une bien mauvaise compréhension des réalités économiques.

recommander aux consommateurs français d'acheter « français » même si cela coûte plus cher ?

3. L'âge légal de la retraite doit être fixé à 60 ans. Populaire chez l'aspirant retraité, mais il faut bien admettre que l'on ne peut pas supprimer le problème du vieillissement démographique par magie d'un coup de décret. Bétonner ainsi l'âge de la retraite implique à long terme soit des pensions plus faibles, soit une dette publique galopante, soit l'imposition d'une épargne-pension pour tous, soit une hausse de l'impôt sur une base économique plus fragile. Ce qui est populaire n'est donc pas nécessairement social.

4. L'état français doit nationaliser le secteur de l'électricité et empêcher des privatisations ultérieures dans le secteur de l'énergie. Une agence nationale pour la ré-industrialisation doit se dresser contre les délocalisations et poursuivre les "patrons voyous". On se croirait au Venezuela ou en Russie plutôt qu'en bord de Seine. Les

cerveau confus. Qu'on le veuille ou non, la France comme la Belgique ne sont plus des terres paisibles où le temps s'arrête et où nous pouvons vivre dans la sécurité et sous la protection des règles bienveillantes de l'état-providence. Nos sociétés changent radicalement et le monde continue de tourner avec ou sans nous. Nous ne pouvons réussir économiquement et socialement qu'en acceptant ce changement et en développant nos atouts pour devenir acteur et non victime de la globalisation. Aussi longtemps que ce défi ne devient pas son défi, les élections présidentielles en France ont peu de raison d'être source d'inspiration pour la Belgique et le reste de l'Europe.

Marc De Vos

Directeur Itinera Institute
Université de Gand

Jean Hindriks

Senior Fellow Itinera Institute
Université Catholique de Louvain



Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.

Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'Institut Itinera est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.

Verantwoordelijke uitgever – Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur.

Disclaimer: The views presented in this Nota are those of the author(s) and do not necessarily represent those of the Itinera Institute. Nota describe research in progress by the author(s) and are published to elicit comments and to further debate.